

Congrès AFSP 2009

Section thématique 42

Des valeurs politiques en mutation : analyse quantitative comparée

Vincent Tournier (IEP de Grenoble)

Vincent.tournier@iep-grenoble.fr

La démocratie à l'épreuve de la globalisation. Rapport à la politique et attentes à l'égard de l'Etat : l'apport des enquêtes ISSP « Rôle du gouvernement » (1985-2006)

L'objet de cette communication est d'analyser dans une perspective comparative l'évolution du rapport à la politique et des attentes à l'égard de l'Etat au cours des années 1990-2000. Les données que l'on va mobiliser sont les sondages du programme ISSP « Rôle du gouvernement », qui comprend quatre vagues d'enquêtes. La première vague a eu lieu en 1985 et n'a concerné que cinq pays. En 1990, le nombre de pays est passé à 10. Ce n'est que pour les deux vagues suivantes, réalisées en 1996 et 2006, que l'enquête a pris une véritable ampleur internationale, impliquant une vingtaine de pays. La France elle-même n'a rejoint le programme qu'en 1996. C'est pourquoi nos investigations porteront essentiellement sur les deux dernières vagues, qui couvrent donc la période 1996-2006.

Sans être aussi riches que les enquêtes Valeurs, ces données fournissent des informations importantes, assez complémentaires de celles des EVS, notamment sur la façon dont les individus perçoivent la participation politique, ainsi que sur les jugements qu'ils portent vis-à-vis de l'intervention des pouvoirs publics. Les questionnaires accordent ainsi une large place à des thèmes peu traités par les autres enquêtes internationales : comment les citoyens perçoivent-ils leurs dirigeants ? Estiment-ils avoir de l'influence sur l'action politique ? Dans quels domaines souhaitent-ils voir augmenter ou diminuer l'intervention du gouvernement ?

Les questions abordées dans ces enquêtes sont donc particulièrement intéressantes pour analyser l'évolution comparée des opinions publiques dans le contexte des années 1990-2000. La période couverte par l'enquête ISSP, qui s'arrête avant la crise financière de 2007-2008, s'avère en effet très riche. C'est d'abord la fin du monde bipolaire et l'affirmation de la toute-puissance des Etats-Unis, y compris sur le continent européen avec les interventions en Bosnie (1995) et au Kosovo (1999) ; c'est ensuite la globalisation de l'économie et l'internationalisation du commerce (création de l'OMC en 1995). Avec la fin du bloc communiste et la globalisation de l'économie s'ouvre une phase de crise du paradigme keynésien et de consécration du paradigme néo-libéral (Lee Mudge, 2008). La régulation de l'économie par l'Etat se voit remise en cause au profit d'une régulation par le marché sur le modèle de la gouvernance d'entreprise. La flexibilité du marché du travail est préférée aux normes bureaucratiques, et l'Etat-providence subit une puissante délégitimation au nom de l'efficacité et de la performance (Suleiman, 2003). En Europe, le paradigme libéral est affirmé à l'occasion de l'Acte unique (1986) et du traité de Maastricht (1992), suivi par le lancement de la monnaie unique (1999) et du processus de Lisbonne (2000). C'est une période de relative prospérité économique, mais c'est aussi une période qui voit émerger une contestation de la globalisation (Jacquet, 2002), y compris sous forme de mouvements sociaux (Della Porta, 2003 ; Mathieu, 2005), notamment lors du sommet de Seattle (1999) et de la création du Forum social mondial (2001). En Europe, le projet de traité constitutionnel est rejeté par les électeurs en France et aux Pays-Bas (2005).

Dans ce contexte marqué par l'effondrement du bloc communiste, la globalisation et la montée en force du paradigme libéral, quelles sont les grandes attentes à l'égard de l'Etat ? Ces attentes sont-elles comparables d'un pays à l'autre ? Les citoyens souhaitent-ils accroître ou diminuer l'action du gouvernement ? Les opinions publiques soutiennent-elles les principes du néo-libéralisme ou leur opposent-elles une certaine résistance ? Existe-t-il de réels clivages entre les pays concernant les conceptions de l'Etat, et comment ces clivages évoluent-ils dans le temps ?

Interrogations préalables

La problématique que l'on propose de discuter ici concerne la dynamique des valeurs politiques, et non pas les opinions publiques en elles-mêmes. L'intérêt des enquêtes ISSP est ici de permettre d'engager deux types de réflexion. La première consiste à étudier l'évolution des valeurs politiques au fil du temps ; la seconde, plus originale, vise à mettre en parallèle l'évolution des valeurs avec les données macro-économiques.

La mutation des valeurs politiques. Dans la littérature, une tension existe entre ce que l'on pourrait appeler une approche centrée sur la modernisation et une approche centrée sur les spécificités nationales. Tandis que la première insiste sur la transformation des valeurs (voire sur la convergence de ces valeurs), la seconde souligne au contraire l'inertie et le maintien des particularités nationales. L'approche centrée sur la modernisation insiste sur l'ampleur du changement des valeurs en lien avec les évolutions économiques et sociales des sociétés post-industrielles. Prenant appui sur les mutations culturelles des années d'après-guerre, qui ont favorisé une accélération du processus d'individualisation dans les sociétés développées cette approche connaît aujourd'hui certaines limites. Certes, les évolutions continuent, mais les différences entre les pays, voire entre les grandes zones géographiques, paraissent se maintenir. Ronald Inglehart lui-même s'est attaché à souligner que, si les changements sont bien réels, ceux-ci restent finalement d'ampleur relative et ne remettent pas en cause les divergences entre pays ou entre grandes zones géographiques (Inglehart, 2000).

Qu'en est-il du rapport à la politique et à l'Etat ? Dans quelle mesure cette réflexion sur les valeurs peut-elle être transposée au domaine politique ? Assiste-t-on à une homogénéisation des représentations politiques ou au maintien des spécificités nationales ? Si l'on suit les approches centrées sur la modernisation, deux types d'évolutions peuvent être pressenties. La première, que l'on pourrait qualifier de *désinstitutionnalisation*, correspond au fait que, dans les sociétés actuelles, les individus refusent plus facilement qu'autrefois les contraintes institutionnelles ou normatives, donc souhaitent prendre leurs distances à l'égard d'une régulation par la loi, tout en se méfiant davantage des élites et de l'Etat. La seconde est celle d'une évolution contrastée de la *politisation*, qui combine à la fois une certaine dépolitisation (à travers une moindre valorisation de la politique, confinant parfois au cynisme ou à la désillusion) et une certaine re-politisation (à travers la volonté de s'impliquer plus fortement dans la prise de décision, y compris sous forme protestataire).

Opinion publique et données macro-économiques. Au-delà de la seule étude des opinions, les données ISSP ont un autre intérêt : permettre de croiser les demandes populaires avec les données macro-économiques. Une première piste de réflexion porte sur l'impact de la globalisation vis-à-vis des valeurs politiques. Les effets politiques de la globalisation ont déjà donné lieu à de nombreuses études. Certaines ont conduit à des conclusions pessimistes en montrant que la globalisation ne permet pas de diffuser la démocratie dans le monde (Li & Reuveny, 2003 ; Rudra, 2005). Sur l'impact de la globalisation sur les perceptions de la politique, les études restent encore peu nombreuses, et des hypothèses contradictoires peuvent être émises. D'un côté, la globalisation participe à la remise en cause de la régulation publique et frappe de discrédit l'intervention de l'Etat ; elle limite l'autonomie des Etats et oriente les politiques publiques vers la compétitivité internationale, ce qui peut favoriser les idées libérales mais peut également provoquer une érosion de la confiance dans les élites, comme semble l'indiquer le cas français (Hellwig, 2007). D'un autre côté, la globalisation génère de vives inquiétudes (Fougier, 2001) au point de renforcer les demandes d'intervention publique (Brooks et Manza, 1994 ; Forsé, 1999), voire d'activer une forme de résistance des sociétés inquiètes au sujet de leur Etat providence (Merrien, 2002).

La seconde piste concerne les attentes à l'égard de l'Etat. Avec les données ISSP, trois grandes interrogations peuvent être testées. La première concerne la relation entre les préoccupations de l'opinion publique et la situation objective dans les différents pays : peut-on rattacher les demandes des opinions publiques à des données objectives, ou bien faut-il considérer que les deux dimensions sont totalement indépendantes ? Cette question revient indirectement à s'interroger sur la dimension culturelle des valeurs politiques : si les représentations politiques s'avèrent structurées par les conditions objectives, quelle

place reste-t-il à la culture¹ ? La deuxième question concerne l'influence de l'opinion publique sur les décisions des dirigeants politiques. Cette question soulève le problème de l'autonomie des élites : l'opinion peut-elle peser sur l'évolution des politiques publiques (Burstein, 2003 ; Brooks & Manza, 2006) ? Enfin, une troisième question porte sur la réactivité de l'opinion publique face aux évolutions des politiques publiques : les opinions publiques s'adaptent-elles aux décisions publiques et à l'évolution des données objectives, ou sont-elles dotées d'une forme d'inertie qui les rend relativement peu réceptives à l'action publique ? S'il est évident que les données ISSP ne permettent pas de trancher de telles questions, du moins permettent-elles d'apporter quelques indications sur le fonctionnement des démocraties.

Les grandes évolutions des opinions publiques.

Le rapport à la politique

Pour cerner le rapport à la politique, l'enquête permet d'utiliser plusieurs indicateurs. Une analyse factorielle menée sur les données de 2006 montre que quatre dimensions doivent être distinguées. La première comprend le niveau d'intérêt pour la politique, le sentiment de bien comprendre les enjeux et le sentiment que les autres ne sont pas mieux informés que soi. Ces items peuvent être regroupés dans un indice unique que nous appellerons l'indice de politisation ($\alpha = .66$). La deuxième dimension englobe les trois questions sur le fait de trouver acceptable ou non d'organiser des réunions de protestation contre le gouvernement, d'organiser des manifestations de rue ou d'organiser une grève. Ces items peuvent être regroupés dans un indice de potentiel protestataire ($\alpha = .74$). La troisième dimension comprend deux indicateurs : le sentiment d'avoir quelque chose à dire sur l'action du gouvernement et le sentiment que le citoyen ordinaire peut influencer le gouvernement, deux indicateurs qui apparaissent très corrélés. Enfin, la dernière dimension renvoie à la confiance dans les élites (confiance dans les membres du parlement et dans les fonctionnaires). Par ailleurs, l'enquête permet également d'utiliser deux autres indicateurs : d'une part le traditionnel classement gauche-droite, d'autre part une question sur le rapport à la loi².

Il convient d'emblée de noter que ces différentes formes de rapport à la politique ne se recoupent que très faiblement, voire pas du tout, tant au niveau individuel qu'au niveau agrégé. Cela signifie que, par exemple, les pays où la politisation est la plus élevée ne sont pas forcément ceux qui présentent le potentiel protestataire le plus fort.

Tableau 1. Le rapport à la politique : évolution globale entre 1996 et 2006.

	Politi- sation	Echelle gauche-droite	Potentiel protestataire	Autonomie conscience	Sentiment d'influence	Confiance députés	Confiance fonctionnaires
Corrélations agrégées entre 1996 et 2006	.94***	.51***	.75***	.83***	.85***	.85***	.88***
Variabilité entre les pays en 1996 (Eta)	.34***	.17***	.29***	.28***	.41***	.28***	.28***
Variabilité entre les pays en 2006 (Eta)	.33***	.20***	.26***	.28***	.41***	.25***	.32***

L'hypothèse d'une transformation profonde du rapport à la politique n'est pas confirmée (tableaux 1 et 2). A quelques exceptions près, sur lesquelles nous reviendrons, les évolutions restent globalement assez modérées. En particulier, elles ne viennent pas modifier la hiérarchie entre les pays : les corrélations calculées au niveau agrégé sont presque toujours supérieures à .80, ce qui signifie que les classements observés en 1996 se retrouvent quasiment à l'identique dix ans plus tard (pour l'engagement protestataire,

¹ Ce problème a d'ailleurs occupé une place importante dans la discussion sur la pertinence des théories du postmatérialisme, dans la mesure où certains des indicateurs utilisés pour évaluer les valeurs sont apparus dépendants d'indicateurs socio-économiques comme l'inflation ou le taux de chômage (Clarke *et al.*, 1997).

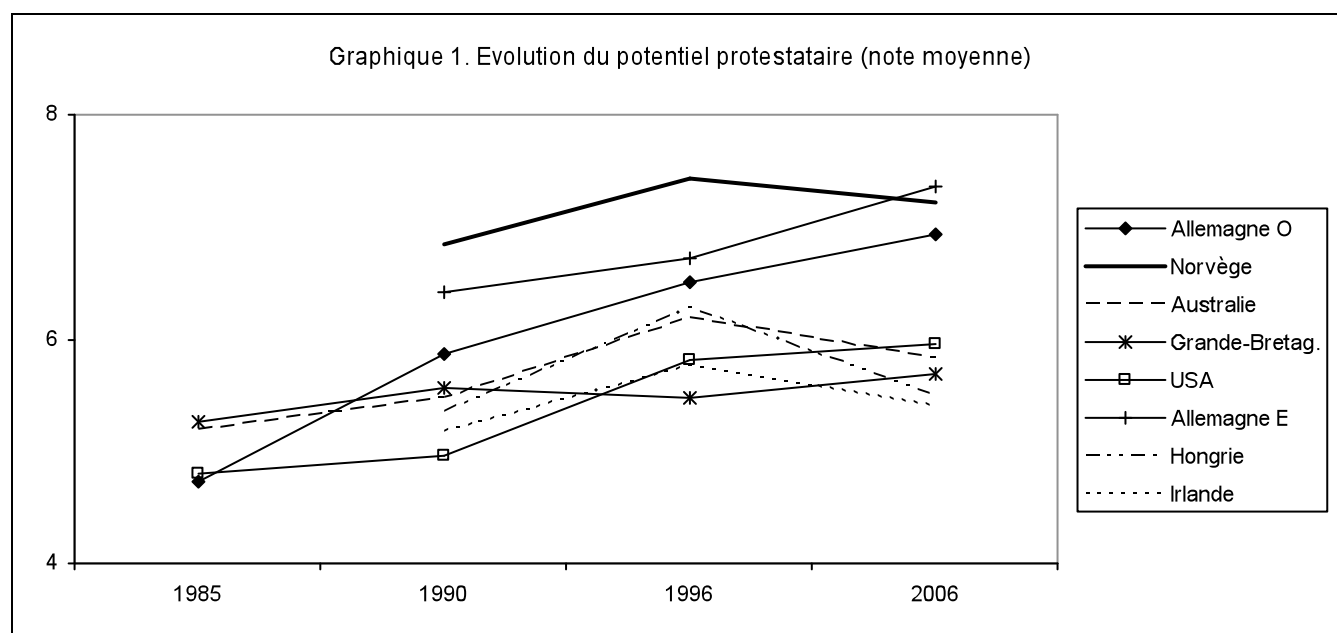
² La question oppose le respect de la loi à la liberté de la conscience. Elle était ainsi formulée : « *selon vous, faut-il absolument toujours obéir aux lois ou existe-t-il des circonstances exceptionnelles où il faut suivre sa conscience, même si cela conduit à enfreindre la loi ?* ».

la corrélation descend à .75 à cause d'une hausse importante en Pologne : sans ce pays, la corrélation remonte à .83). De même, la variabilité entre les pays ne change guère et elle reste assez élevée, ce qui veut dire que les écarts entre les pays sont importants et qu'ils se maintiennent au cours de la décennie. Il n'existe donc ni convergence, ni éloignement entre les pays, les distances restant à peu près les mêmes.

Tableau 2. Le rapport à la politique : évolution par pays entre 1996 et 2006.

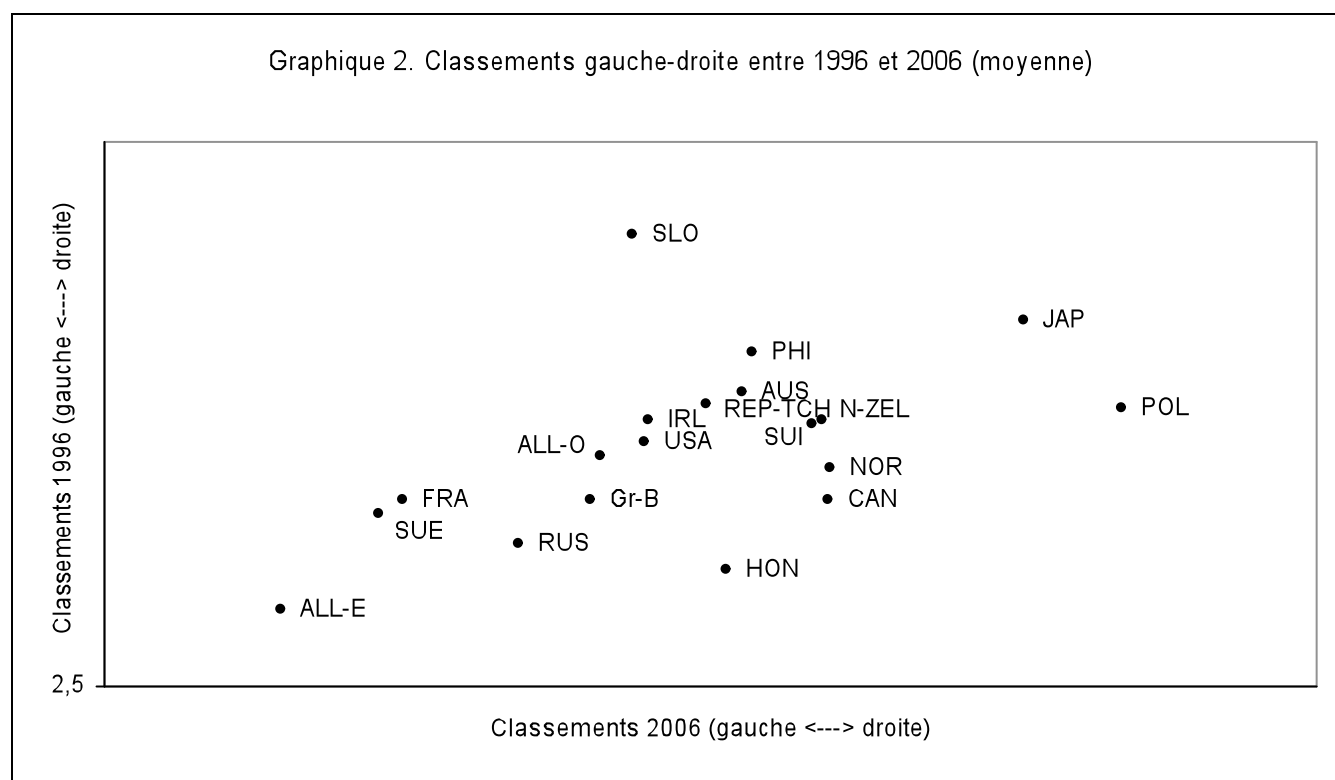
	Niveau de politisation	Echelle gauche-droite	Potentiel protestataire	Autonomie conscience	Sentiment d'influence	Confiance députés	Confiance fonctionnaires
Europe occidentale							
Allemagne Ouest	.04*	(ns)	.10***	-.09***	-.05***	.04*	(ns)
Espagne	.04**	-	.04*	-.06***	.06***	(ns)	-.07***
France	(ns)	-.04*	-.04*	-.07***	(ns)	-.07***	(ns)
Norvège	.06**	.12***	.07**	-.14***	(ns)	-.08***	(ns)
Suède	.06**	-.05**	(ns)	(ns)	.14***	(ns)	-.09***
Suisse	(ns)	.07**	-	-	.14***	.10***	-.20***
Pays anglo-saxons							
Australie	-.06***	(ns)	-.08***	-.10***	(ns)	(ns)	-.08***
Canada	-.14***	.22***	-.06**	-.18***	-.05*	(ns)	-.08***
Etats-Unis	(ns)	(ns)	(ns)	-.12***	(ns)	-.07***	-.08***
Grande-Bretagne	.07**	(ns)	(ns)	(ns)	.11***	(ns)	(ns)
Irlande	(ns)	-.08***	-.06**	-.14***	.08***	(ns)	(ns)
Nlle-Zélande	-.06***	.06*	.09***	(ns)	.07***	.06**	-.09***
Asie							
Japon	.10***	.07**	(ns)	.09***	-.07***	(ns)	.11***
Philippines	(ns)	-.07**	.12***	.07***	(ns)	-.14***	.11***
Europe de l'Est							
Allemagne Est	(ns)	(ns)	.16***	-.15***	(ns)	(ns)	(ns)
Hongrie	.08***	.16***	-.16***	-.09***	.06**	.08***	-.14***
Lettonie	(ns)	-	.10***	(ns)	-.50***	(ns)	-.06**
Pologne	-.07***	.16***	.31***	-.09***	(ns)	-.15***	.06***
Rép. Tchèque	-.05*	(ns)	.10***	(ns)	.07***	-.07***	(ns)
Russie	(ns)	.05**	-.09***	-.09***	-.20***	.04*	.06***
Slovénie	(ns)	-.22***	.08***	(ns)	.14***	.11***	-.04*

Source : ISSP, Données pondérées. Entrées : coefficients de corrélation entre les réponses de 1996 et les réponses de 2006. Pour tous les indicateurs, une corrélation positive signifie une hausse. Pour l'échelle gauche-droite, une corrélation positive signifie un déplacement vers la droite, et une corrélation négative un déplacement vers la gauche.



Envisagés de manière globale, les indicateurs mesurant le rapport à la politique changent donc assez peu entre 1996 et 2006. Dans plusieurs pays, le niveau de politisation a tendance à s'accroître, mais les évolutions négatives sont assez fréquentes, notamment dans les pays anglo-saxons. Le potentiel protestataire n'a guère augmenté dans les démocraties établies, à l'exception de l'Allemagne de l'Ouest et de la Nouvelle-Zélande. En revanche, on observe une hausse importante aux Philippines et surtout dans l'ex-Europe de l'Est, à l'exception notable de la Russie et de la Hongrie, où le potentiel protestataire a au contraire baissé. Il est intéressant de relever que, pour ces deux pays, le sentiment que les citoyens ont la possibilité de peser sur le pouvoir augmente très peu, sauf en Slovaquie (mais le niveau initial était très bas). On assiste même à un effondrement de cette opinion en Russie et en Lettonie. Quant à l'Europe de l'Ouest et aux pays anglo-saxons, le sentiment de pouvoir influencer les dirigeants connaît une certaine stabilité, voire une évolution positive modérée.

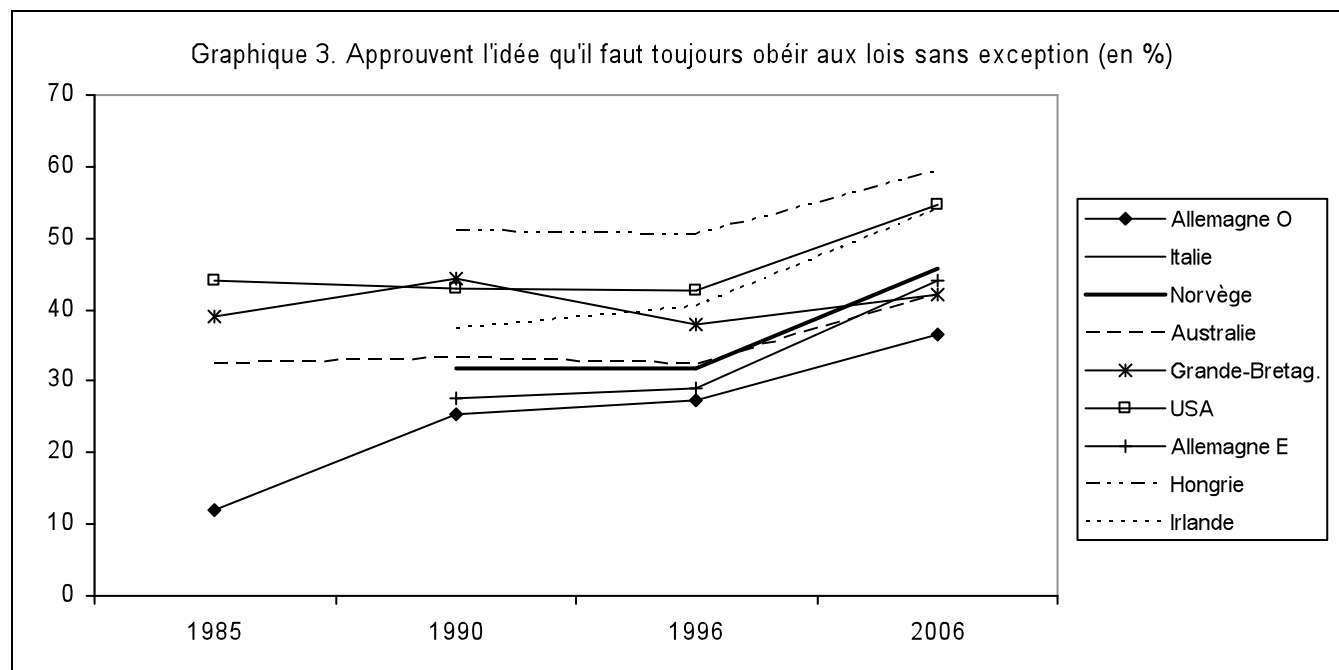
Pour autant, la faible hausse du potentiel protestataire est étonnante. Elle est cependant confirmée par le suivi des pays sur la période 1985-2006 lorsque les données sont disponibles (graphique 1). Ce suivi permet de mieux visualiser le changement de la période récente. Dans les années 1980 et 1990, le potentiel protestataire a connu une hausse assez généralisée, sauf en Grande-Bretagne. Après 1996, dans tous les pays, sauf en l'Allemagne, les évolutions sont négatives ou non significatives.



L'enquête permet également d'apporter des informations sur l'évolution de la confiance des citoyens dans les élus et dans les fonctionnaires, ces deux questions n'ayant été posées qu'à partir de 1996. En 1996, les niveaux de confiance sont très faibles. En moyenne, environ la moitié des personnes interrogées déclarent ne pas faire confiance aux députés et aux fonctionnaires, 20 à 25% se déclarant même ouvertement méfiantes. Cette situation a peu évolué en 2006. On observe plutôt une tendance à la dégradation, même si les évolutions peuvent être différentes selon les indicateurs (par exemple, en Suisse, la confiance dans les députés augmente alors que la confiance dans les fonctionnaires baisse). Au total, si la période étudiée a faiblement contribué à l'évolution du capital social, il est clair qu'elle n'a pas permis de réhabiliter une certaine confiance dans les élites et les administrations.

Si les évolutions entre 1996 et 2006 apparaissent finalement assez modestes, deux exceptions doivent être mentionnées. La première concerne les classements gauche-droite. Pour cet indicateur, la corrélation agrégée entre 1996 et 2006 n'atteint que .51. La situation de 2006 ne reproduit donc pas exactement la situation de 1996, ce qui est plutôt surprenant dans la mesure où l'on a affaire à un domaine qui est supposé assez stable. Il convient cependant de nuancer les évolutions : comme le montre le graphique 2,

qui compare la note moyenne du positionnement gauche-droite en 1996 et en 2006, tout ne change pas entre les deux dates, et la plupart des pays se situent bien sur la diagonale du graphique. Les déplacements vers la droite sont plus nombreux que les déplacements vers la gauche. Quatre pays ont un positionnement plus à gauche en 2006 qu'en 1996 : la France, la Suède, la Russie et la Slovénie, la Slovénie étant le seul pays à connaître une évolution massive. Dans l'autre sens, sept pays se déplacent significativement vers la droite : la Suisse, la Nouvelle-Zélande, le Japon, mais surtout la Norvège, le Canada, la Pologne et la Hongrie.



Le second domaine qui connaît des évolutions importantes est le rapport à la loi. Il est intéressant de noter que l'évolution ne se fait pas dans le sens attendu. Dans beaucoup de pays, c'est en effet l'idée qu'il faut respecter la loi qui gagne du terrain. Le cas le plus extrême est le Canada, où la proportion de ceux qui estiment qu'il faut toujours obéir aux lois est passée en dix ans de 21% à 37%. Seuls le Japon et les Philippines connaissent des évolutions inverses et se rattachent davantage à une dynamique post-matérialiste de prise de distance à l'égard des normes.

Cette dynamique d'affirmation de la norme légale au cours des années 1990-2000 est confirmée par l'étude des pays dont les données sont disponibles depuis 1985 (graphique 3). L'évolution intervenue depuis 1996 est d'autant plus intéressante que, entre 1985 et 1996, les réponses à cette question avaient peu évolué, à l'exception de l'Allemagne de l'Ouest (qui partait cependant d'un niveau très faible). La période 1996-2006 paraît donc bien se caractériser par la montée d'un certain légalisme, ce qui vient fortement nuancer l'idée d'une individualisation toujours plus poussée des normes et des valeurs.

Les attentes à l'égard de l'Etat

Entre 1996 et 2006, le soutien au libéralisme économique a-t-il progressé ou régressé ? Les opinions publiques demandent-elles plus d'Etat ou moins d'Etat ? La réponse doit être nuancée car les tendances apparaissent contradictoires, y compris au sein des pays eux-mêmes. Les difficultés d'interprétation apparaissent dès la lecture des résultats de 2006 pour les six items que l'on a retenus (tableau 3). En effet, dans la plupart des pays, les opinions publiques peuvent demander à la fois un retrait de l'Etat (baisse des dépenses publiques, assouplissement des règles du commerce) et une intervention plus forte dans certains secteurs, notamment l'emploi, les prix ou la redistribution des richesses. Cette tension est particulièrement perceptible dans les anciens pays du bloc communiste puisque, sauf en Russie, tous ces pays demandent un certain retrait de l'Etat (baisse des dépenses, assouplissement des règles), tout en souhaitant que celui-ci garantisse l'emploi, assure la redistribution des richesses et contrôle les prix. De même, la situation des pays anglo-saxons est plus complexe qu'on pouvait s'y attendre : non seulement

les demandes concernant la baisse des dépenses et l'assouplissement des règles sont parmi les moins élevées, mais de plus les demandes de régulation (prix, redistribution des richesses, chômage) sont loin d'être négligeables. D'une manière plus générale, si on examine les corrélations agrégées entre les différents indicateurs de libéralisme économique, on constate que celles-ci sont généralement assez faibles, ce qui signifie que les classements des pays sur un axe libéralisme/interventionnisme changent fortement selon les items (tableau 4). Les corrélations sont parfois fortes, par exemple entre « aider les chômeurs » et « redistribuer les richesses » ($r = .77$), mais elles peuvent aussi être faibles, voire négatives, ce qui indique que les degrés d'adhésion au libéralisme diffèrent selon les dimensions prises en compte.

Tableau 3. L'intervention de l'Etat (en 2006).

	Action économique du gouvernement (% très/assez favorables)		Responsabilités de l'Etat (% tout à fait / probablement)			
	Diminuer les dépenses de l'Etat	Assouplir les règles du commerce	Réduire les écarts de revenus	Contrôler les prix	Garantir un emploi à chacun	Aider les chômeurs
Europe occidentale						
Allemagne Ouest	76,6	71,5	66,7	74,5	62,5	66,7
Espagne	56,0	35,3	86,3	91,0	82,1	92,8
France	88,5	60,2	78,0	83,7	63,7	67,8
Norvège	61,2	43,9	74,1	89,5	78,7	88,5
Suède	55,7	47,2	67,7	82,5	58,9	83,4
Suisse	42,6	45,7	70,2	77,7	51,4	67,1
Pays anglo-saxons						
Australie	42,6	49,3	60,6	86,8	43,1	57,3
Canada	44,3	48,5	66,3	70,7	38,8	61,7
Etats-Unis	62,7	51,8	51,1	78,1	39,7	50,9
Grande-Bretagne	37,5	45,2	67,4	84,2	55,9	54,8
Irlande	38,4	51,6	79,1	92,9	62,4	79,6
Nlle-Zélande	63,0	60,0	50,2	76,9	37,4	49,2
Asie						
Japon	79,7	39,6	66,0	92,2	51,8	56,5
Philippines	74,1	53,8	72,4	96,1	92,0	78,1
Europe de l'Est						
Allemagne Est	74,8	77,4	83,2	86,4	79,8	79,8
Hongrie	87,0	51,9	86,4	87,0	90,8	70,5
Lettonie	95,3	51,7	83,3	83,6	83,1	64,9
Pologne	87,2	58,5	88,3	77,3	89,1	82,4
Rép. Tchèque	60,6	61,1	54,3	66,0	77,9	46,9
Russie	38,4	28,8	85,8	98,1	93,2	68,6
Slovénie	81,4	63,7	90,8	86,2	88,4	82,8

Source : ISSP, Données pondérées.

Comment ont évolué les opinions publiques entre 1996 et 2006 (tableau 5) ? Sur les deux items qui sont les plus favorables à la régulation, à savoir la redistribution des richesses et le contrôle des prix, les changements sont très modestes : le plus souvent, la situation reste inchangée, et lorsque des évolutions ont lieu, elles vont plutôt dans le sens d'un renforcement de l'attachement à l'intervention de l'Etat. On le vérifie notamment pour la redistribution des richesses, y compris sur la période 1985-2006 dans les pays où les données sont disponibles (graphique 4).

Tableau 4. Corrélations agrégées entre les indicateurs relatifs à l'intervention de l'Etat

	Assouplir les règles du commerce	Garantir un emploi	Contrôler les prix	Aider les chômeurs	Réduire les écarts de revenus
- Diminuer les dépenses	.52	.24	.12	.00	.22
- Assouplir les règles	-	.05	.46	.21	.16
- Garantir un emploi	-	-	.44	.66	.74
- Contrôler les prix	-	-	-	.57	.51
- Aider les chômeurs	-	-	-	-	.77

Mais le résultat le plus intéressant concerne la baisse des dépenses publiques, laquelle connaît visiblement un essoufflement. Dans presque tous les pays, c'est dans ce domaine que le soutien des opinions publiques a le plus baissé. En 1996, 77% des personnes interrogées approuvaient l'idée de diminuer les dépenses publiques ; ce chiffre est passé à 64% en 2006. En 1996, à l'exception du Royaume-Uni, toutes les opinions publiques étaient majoritairement favorables à une baisse des dépenses. Dix ans plus tard, la situation est devenue moins nette, même si la demande de baisse est toujours importante. Le souhait d'une réduction des dépenses est devenu minoritaire dans cinq pays. Les évolutions sont parfois spectaculaires, comme en Russie ou en Suisse. Par exemple, en 1996, les trois quarts des Suisses se prononçaient en faveur d'une baisse des dépenses, ils ne sont plus que 42% en 2006. Même les pays anglo-saxons s'inscrivent dans une telle dynamique, y compris les Etats-Unis. Seule la Pologne connaît une hausse importante du soutien à la baisse des dépenses. Cette évolution des opinions sur les dépenses publiques est d'autant plus importante qu'elle paraît assez récente. C'est du moins ce que montrent les données depuis 1985-1990 pour les pays qui ont participé aux premières vagues de l'enquête (graphique 5). Jusqu'en 1996, la stabilité des opinions est de mise (on observe même une hausse entre 1990 et 1996) ; en revanche, la décennie suivante rompt avec cette logique.

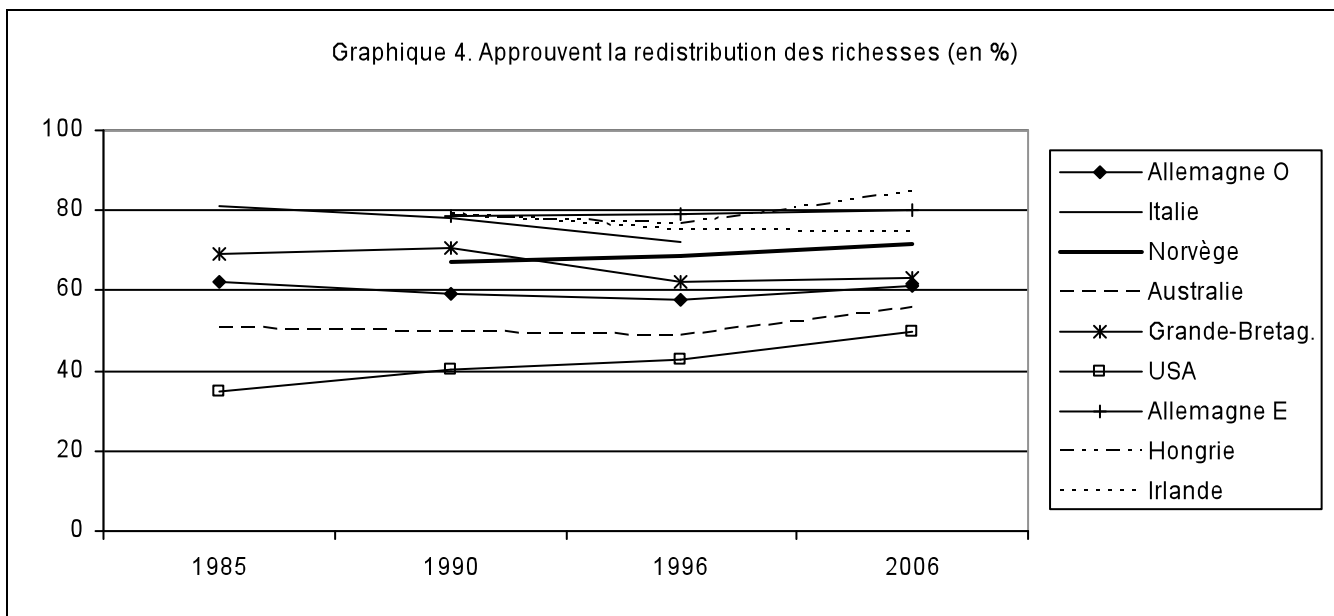
Tableau 5. Le rapport à l'intervention de l'Etat : évolution par pays entre 1996 et 2006.

	Diminuer les dépenses de l'Etat	Assouplir les règles du commerce	Réduire les écarts de richesse	Contrôler les prix	Garantir un emploi à chacun	Aider les chômeurs
Europe occidentale						
Allemagne Ouest	-.12***	.18***	.03*	.07***	-.08***	-.12***
Espagne	-.36***	-.07***	-.08***	-.03*	-.19***	-.08***
France	-.10***	-.08***	(ns)	.04*	-.11***	-.21***
Norvège	-.06**	.04*	(ns)	(ns)	-.05*	-.08***
Suède	(ns)	(ns)	(ns)	-.09***	-.07***	-.14***
Suisse	-.36***	-.07***	.08***	(ns)	-.05*	-.05*
Pays anglo-saxons						
Australie	-.21***	-.05***	.10***	.18***	-.06***	-.08***
Canada	-.14***	(ns)	.17***	.10***	.05*	(ns)
Etats-Unis	-.22***	(ns)	.07***	.17***	(ns)	.06**
Grande-Bretagne	-.08***	.05*	(ns)	-.06**	-.14***	-.25***
Irlande	-.36***	(ns)	(ns)	.07**	-.09***	-.15***
Nlle-Zélande	-.08***	.07***	.04*	.04*	-.17***	-.16***
Asie						
Japon	(ns)	-.12***	.05*	-.12***	-.10***	-.14***
Philippines	.04*	(ns)	.17***	.26***	.14***	.16***
Europe de l'Est						
Allemagne Est	-.13***	.25***	(ns)	(ns)	-.15***	-.17***
Hongrie	-.05*	(ns)	.11***	(ns)	.06***	.13***
Lettonie	(ns)	.12***	.10***	(ns)	-.22***	-.21***
Pologne	.25***	.11***	.08***	-.06**	(ns)	.04*
Rép. Tchèque	.08***	.19***	-.08***	-.22***	(ns)	(ns)
Russie	-.37***	-.18***	.05**	.05**	-.07***	-.14***
Slovénie	-.10***	(ns)	(ns)	-.06**	-.08***	-.13***

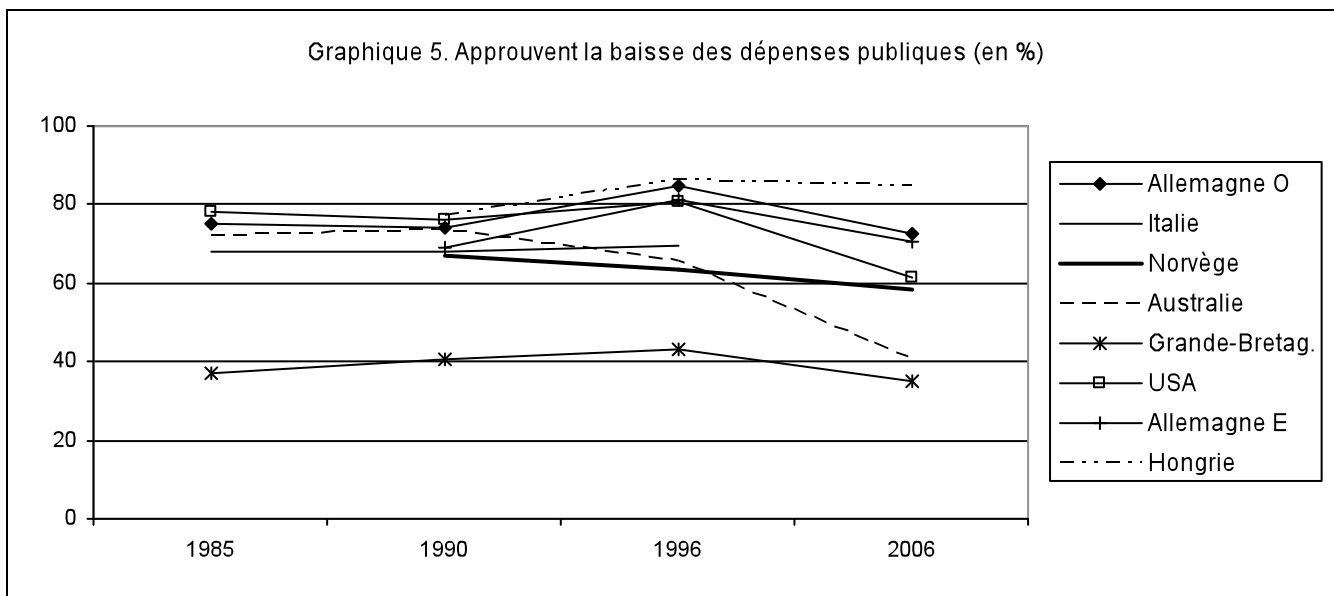
Source : ISSP, Données pondérées. Entrées : coefficients de corrélation entre les réponses de 1996 et les réponses de 2006.

On se gardera toutefois d'en déduire que les idées libérales ont systématiquement reflué. Un contre-exemple important peut être trouvé dans les items relatifs à l'emploi (l'Etat doit garantir un emploi à tout le monde) et au chômage (l'Etat donner aux chômeurs les moyens de vivre décemment). Dans ce domaine, la légitimité de l'intervention de l'Etat subit une sérieuse érosion. La Grande-Bretagne et la France connaissent les évolutions les plus fortes. On peut se demander si cette évolution des opinions publiques ne s'explique pas par la montée en force de l'idée suivant laquelle les chômeurs sont responsables de leur situation. Ce résultat est en tout cas assez cohérent avec l'évolution des politiques publiques dans le domaine de l'emploi, en l'occurrence les politiques dite « d'activation », lesquelles partent de l'idée que l'action publique doit désormais inciter les chômeurs à trouver un emploi (Dang & Zadjela, 2007).

Graphique 4. Approuvent la redistribution des richesses (en %)



Graphique 5. Approuvent la baisse des dépenses publiques (en %)



Au total, comme on le voit, les évolutions sont loin d'être simples et linéaires. La France illustre bien ces évolutions contrastées. Les demandes visant à baisser les dépenses de l'Etat et à assouplir les règles du commerce sont très majoritaires, mais elles s'effritent légèrement. En revanche, la volonté d'aider les chômeurs baisse très fortement. Dans le même temps, le souci de redistribuer les richesses se maintient à un niveau élevé, ainsi que la demande visant à contrôler les prix. Ces résultats sont cohérents avec les enquêtes réalisées en France qui montrent que, entre 1988 et 2007, les opinions favorables au libéralisme économique n'ont pas augmenté (Schweisguth, 2007) et que l'attachement aux systèmes publics de protection sociale et de retraite est toujours aussi fort (Boisselot, 2006).

Tableau 6. Evolution du clivage gauche-droite sur les opinions relatives au libéralisme économiques entre 1996 et 2006.

	Diminuer les dépenses de l'Etat	Assouplir les règles du commerce	Réduire les écarts de richesse	Contrôler les prix	Garantir un emploi à chacun	Aider les chômeurs
Europe occidentale						
Allemagne Ouest	(ns)	↗	→	(ns)	(ns)	→
France	↗	↗	↗	→	→	↗
Norvège	↗	↗	↘	→	→	↘
Suède	↗	↗	↘	↘	↘	→
Suisse	↘	↘	↘	↘	↘	→
Pays anglo-saxons						
Australie	↘	↘	→	↘	↘	→
Canada	↘	↘	→	(ns)	(ns)	↘
Etats-Unis	↗	↘	→	→	→	→
Grande-Bretagne	↗	↗	↘	(ns)	(ns)	↘
Irlande	(ns)	(ns)	↗	(ns)	(ns)	→
Nlle-Zélande	↗	↗	↘	→	→	→
Asie						
Japon	(ns)	(ns)	↗	(ns)	(ns)	↗
Philippines	(ns)	(ns)	(ns)	(ns)	(ns)	(ns)
Europe de l'Est						
Allemagne Est	(ns)	(ns)	↗	(ns)	(ns)	(ns)
Hongrie	(ns)	(ns)	(ns)	↗	↗	(ns)
Pologne	(ns)	(ns)	↗	↗	↗	→
Rép. Tchèque	↗	↗	→	→	→	→
Russie	↗	→	↘	↘	→	(ns)
Slovénie	↗	(ns)	(ns)	↗	↗	(ns)

Source : ISSP, Données pondérées.

Légende : ↗ clivage important en hausse ↘ clivage important en baisse → clivage important stable

↗ clivage faible en hausse ↘ clivage faible en baisse → clivage faible stable

(ns) clivage non significatif

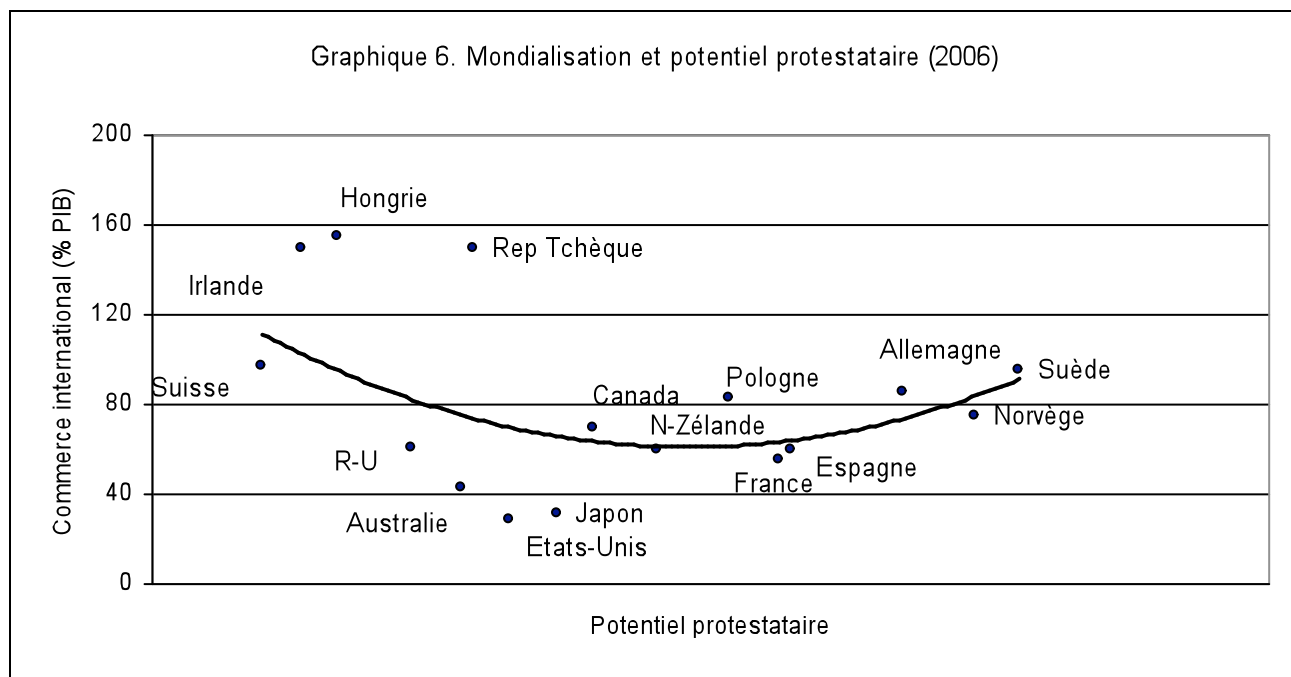
Une dernière remarque porte sur l'évolution des clivages idéologiques : le libéralisme économique suscite-t-il les mêmes tensions dans tous les pays ? Les clivages ont-ils augmenté ou diminué entre 1996 et 2006 ? L'analyse simplifiée que nous proposons dans le tableau 6 incite à penser, d'une part que le clivage gauche-droite n'est pas universel, d'autre part qu'il évolue assez peu dans le temps. D'une certaine façon, la forme et la force des conflits idéologiques sont propres à chaque pays. Les clivages sont généralement plus marqués dans les pays occidentaux qu'en Europe de l'Est ou en Asie. Sur la décennie 1996-2006, les clivages sont devenus plus aigus dans les pays d'Europe du Nord, y compris en France, comme le confirment les enquêtes nationales (Schweisguth, 2007), ainsi que dans certains pays anglo-saxons, notamment sur la question des dépenses publiques et des règles du commerce. Par contre, les pays d'Europe de l'Est se singularisent par un faible niveau de politisation de ces débats, à l'exception éventuellement de la République Tchèque.

Opinions publiques et données macro-économiques

Globalisation, valeurs politiques et attentes à l'égard de l'Etat.

Revenons tout d'abord sur la question que nous avons soulevée plus haut : la mondialisation a-t-elle un impact sur les valeurs politiques ? Le faible nombre de pays empêche d'aller très loin dans l'analyse. Nous avons cependant essayé de tester le lien éventuel entre, d'un côté les données de l'ISSP sur le rapport à la politique et les attentes à l'égard de l'Etat, et de l'autre l'engagement des pays dans la mondialisation. Pour évaluer ce dernier point, nous utiliserons comme indicateur la place que prend le commerce international dans chaque pays, mesurée en pourcentage du PIB.

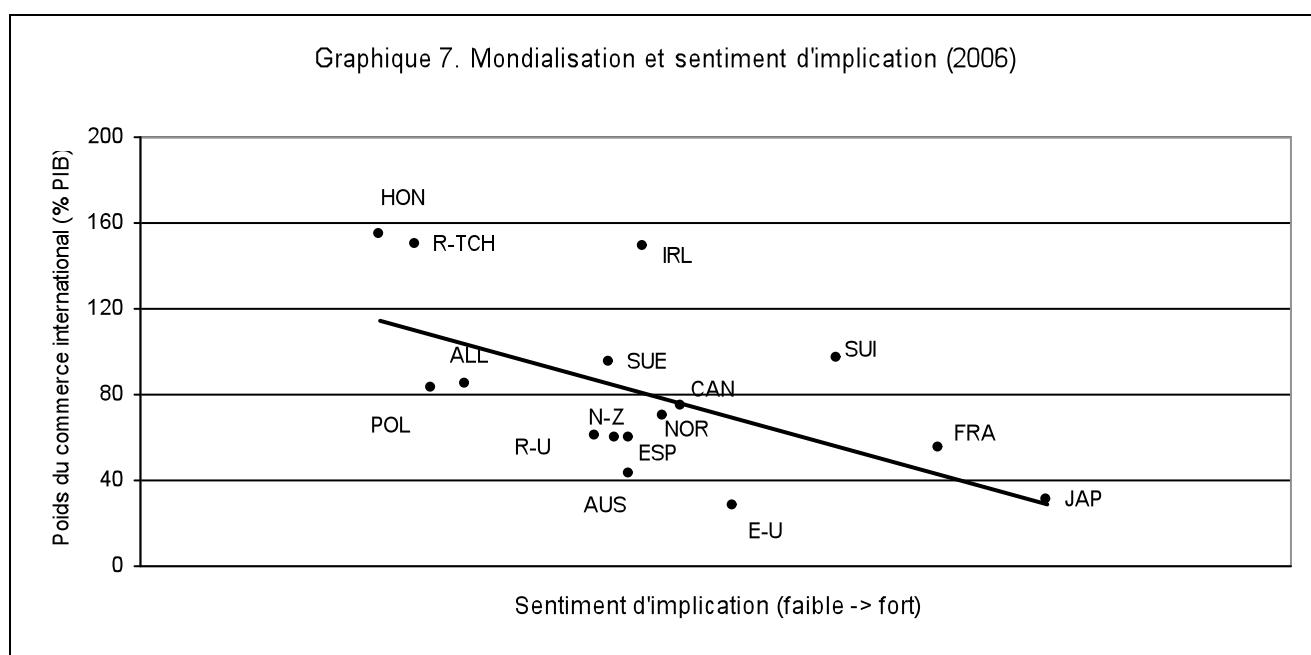
Graphique 6. Mondialisation et potentiel protestataire (2006)



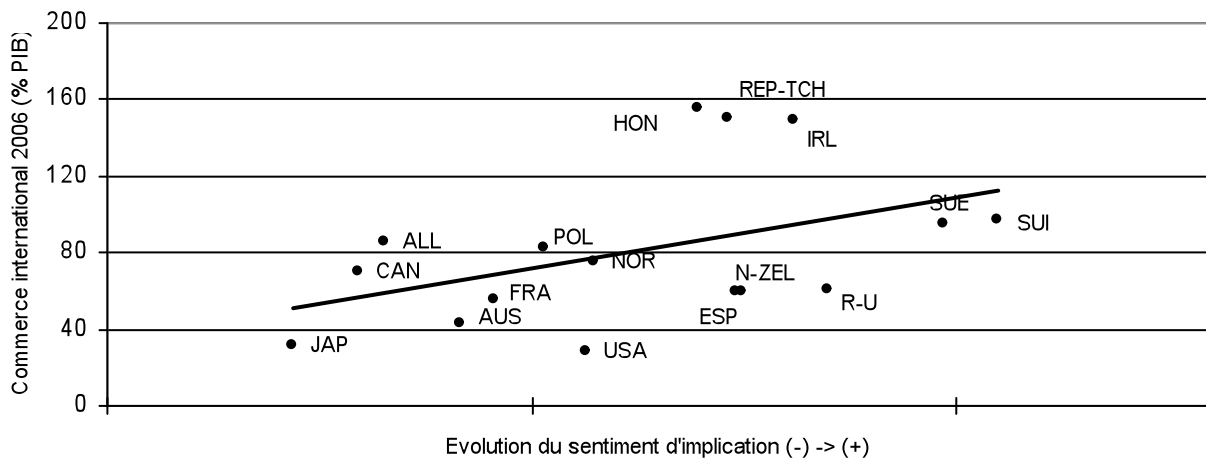
Pour les indicateurs relatifs au rapport à la politique, ces analyses ne débouchent pas sur des résultats très probants. Rien n'indique, en particulier, que la méfiance dans les élites augmente en fonction de l'engagement des pays dans le commerce international. Peut-on dire, toutefois, que la mondialisation provoque des réactions négatives en augmentant le potentiel protestataire ? Cette hypothèse n'est pas totalement exclue mais demande à être précisée. En fait, on observe plutôt une courbe en forme de U (graphique 6). Ce sont donc les pays les plus ouverts au commerce mondial, comme la Hongrie ou l'Irlande, voire la République Tchèque et la Suisse, qui connaissent les plus faibles taux de potentiel protestataire. Mais si on laisse de côté ces pays, le potentiel protestataire a plutôt tendance à augmenter en fonction du degré d'ouverture internationale, atteignant ses niveaux les plus élevés en Allemagne, en Norvège et en Suède.

Une liaison plus probante apparaît dans un autre cas. Il existe en effet une corrélation négative ($R = -.62$) entre l'ouverture internationale d'un pays et le sentiment d'implication politique (graphique 7). Cette corrélation s'est même accrue entre 1996 et 2006, passant de $-.48$ à $-.62$. Autrement dit, plus un pays est ouvert sur le commerce mondial, moins le sentiment d'implication a tendance à y être développé. Les cas les plus extrêmes sont d'un côté la France et le Japon, de l'autre la Hongrie et la République Tchèque.

Graphique 7. Mondialisation et sentiment d'implication (2006)

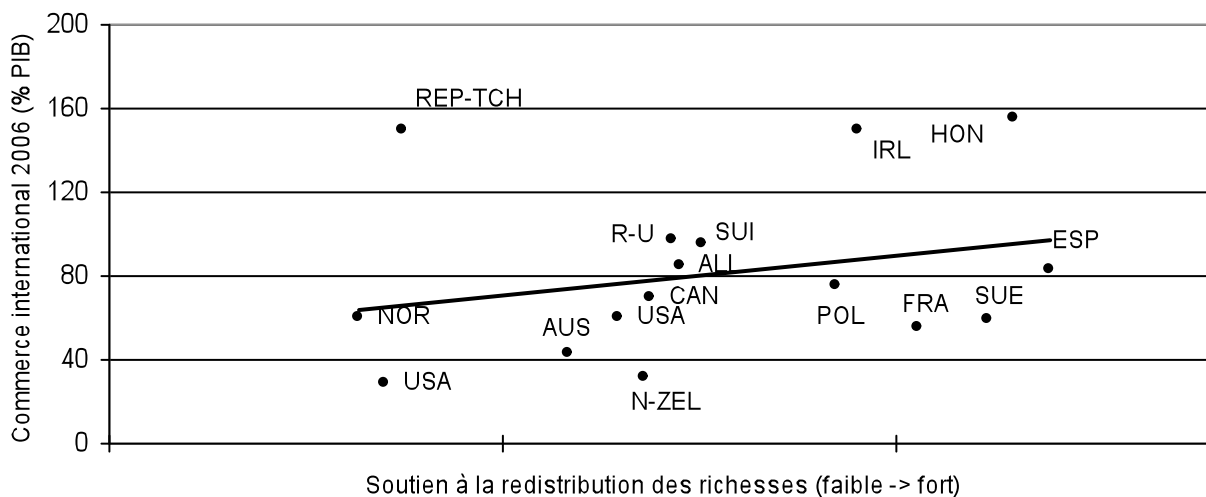


Graphique 8. Mondialisation et évolution du sentiment d'implication entre 1996 et 2006

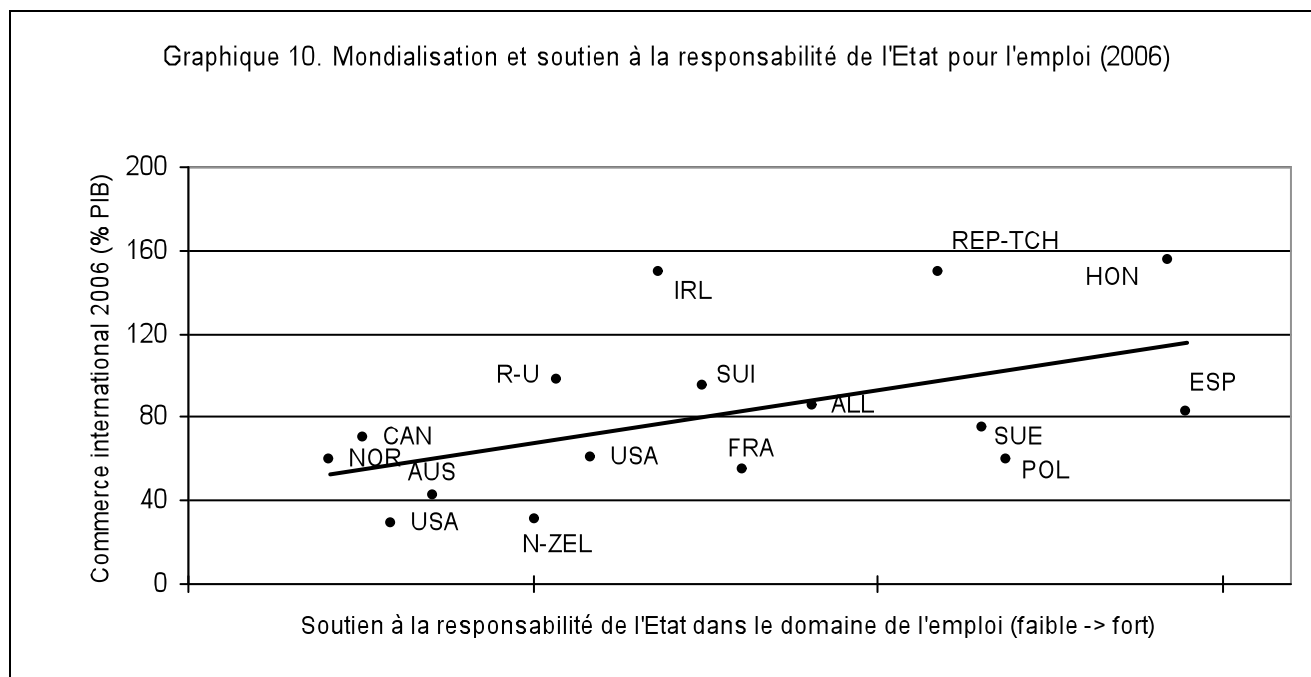


Il n'est pas évident d'interpréter une telle corrélation. On peut suggérer deux explications : soit l'ouverture d'un pays tend à se développer dans les pays où les citoyens se sentent peu concernés par l'action de leur gouvernement ; soit l'ouverture internationale provoque un déclin du sentiment de pouvoir peser sur les décisions du gouvernement. Si elle était vérifiée, cette seconde interprétation poserait un problème important dans la mesure où elle reviendrait à considérer que l'ouverture des marchés internationaux exerce une influence négative sur la perception que les citoyens se font de leur rôle civique. Un élément conduit cependant à rester prudent : entre 1996 et 2006, ce sont les pays les plus ouverts au commerce international qui ont vu le sentiment d'implication le plus augmenter, la corrélation atteignant .45 (graphique 8). Il serait évidemment très audacieux d'en conclure que la mondialisation renforce le sentiment d'implication. Il est plus vraisemblable de penser qu'une telle corrélation résulte de facteurs complexes liés aux effets induits par le commerce (par exemple l'augmentation du niveau de vie). Ce résultat n'en reste pas moins important pour nuancer les interprétations pessimistes sur l'éventuel déclin du sens civique du fait de la globalisation. En tout état de cause, de tels résultats incitent à questionner davantage, ce que nous ne pouvons pas faire ici, les relations entre l'internationalisation des échanges et les sentiments qu'éprouvent les individus concernant leur propre rôle civique.

Graphique 9. Mondialisation et soutien à la redistribution des richesses (2006)



Graphique 10. Mondialisation et soutien à la responsabilité de l'Etat pour l'emploi (2006)



Si on se tourne maintenant vers les attentes à l'égard de l'Etat, le lien avec le commerce international apparaît nettement plus évident (graphiques 9 et 10). Les demandes de régulation publique sont d'autant plus fortes que les pays sont engagés dans la globalisation : c'est vrai pour la redistribution des richesses ou pour la responsabilité de l'Etat dans le domaine de l'emploi, mais également pour d'autres indicateurs comme l'opposition à l'assouplissement des règles du commerce. Ces résultats confortent donc l'hypothèse selon laquelle la globalisation suscite des inquiétudes et appelle une protection publique.

Opinions publiques et politiques publiques

Nous voudrions à présent utiliser les données ISSP pour tester trois type de questions : 1/ existe-il un lien entre les attentes des opinions publiques et la situation objective rencontrée dans les pays, telle qu'elle est mesurée par les données macro-économiques ? 2/ dans quelle mesure les politiques publiques respectent-elles les préférences des opinions publiques ? 3/ l'évolution des politiques publiques peut-elle provoquer une dynamique de changement dans les opinions publiques elles-mêmes ?

Opinions publiques et données macro-économiques. Les enquêtes de l'ISSP permettent de tester la relation entre l'opinion publique et la situation macro-économique dans trois domaines : le chômage, les dépenses publiques et les inégalités de richesse³. Les items que l'on peut mobiliser sont les suivants : l'opinion sur la responsabilité du gouvernement dans le fait de garantir un emploi à chacun ; l'opinion sur la nécessité de réduire les dépenses de l'Etat ; l'opinion sur la responsabilité du gouvernement dans la réduction des inégalités de revenu entre les riches et les pauvres. Les données macro-économiques sont constituées par le taux de chômage en 2005, le niveau des dépenses publiques en 2006 et les inégalités de revenus mesurées par le coefficient de Gini (2006).

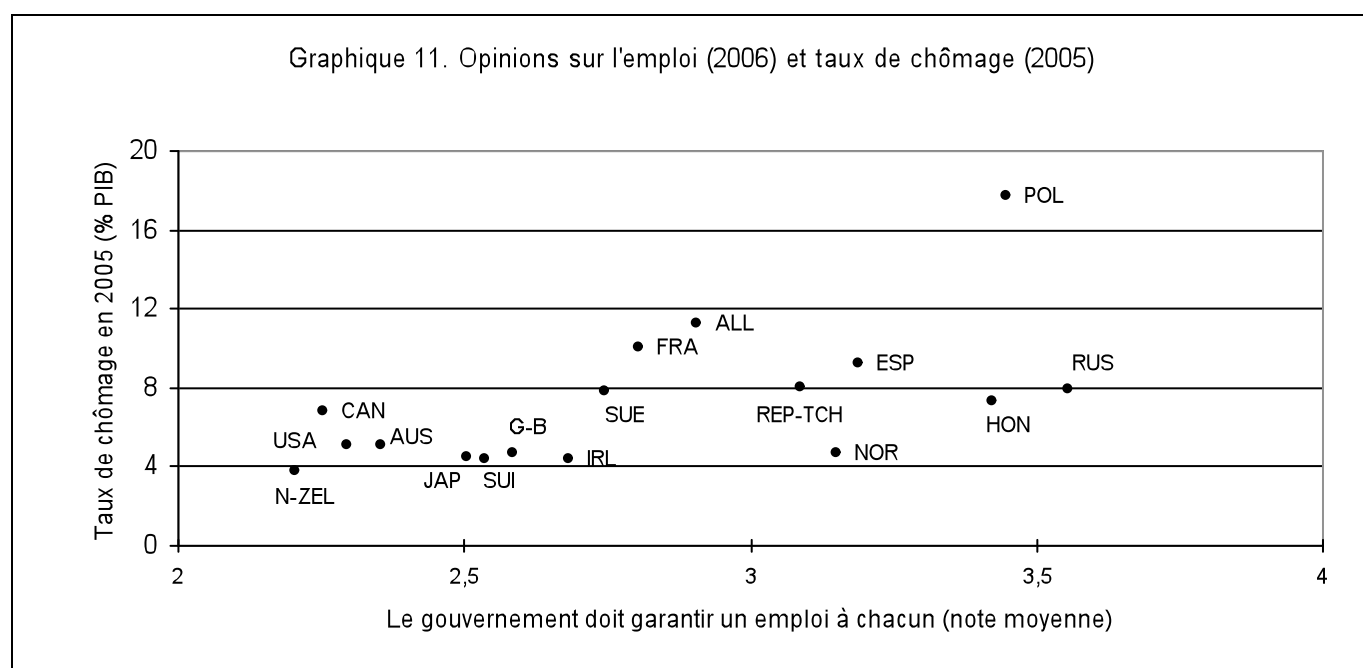
L'existence d'une corrélation entre les deux séries de données est assez clairement confirmée, au moins pour deux domaines : l'emploi et les dépenses publiques. Dans le cas du chômage (graphique 11), la corrélation s'élève à .59 en 2006, ce qui est un peu plus qu'en 1996 (.49). A l'une des extrémités se trouve la Pologne (forte préoccupation pour le chômage, taux de chômage élevé). A l'opposé, les pays anglo-saxons sont moins portés à demander une intervention publique dans le domaine de l'emploi parce que le taux de chômage y est très faible. La corrélation n'explique cependant pas tout : on voit notamment que, avec un taux de chômage faible (proche de 4%), les attentes en matière d'emploi peuvent être assez

³ Nous avons initialement projeté d'étudier les liens entre l'opinion publique et le poids des différents postes budgétaires, mais une telle analyse reste délicate à mener. Les données existent cependant : l'OCDE établit ainsi des statistiques harmonisées sur les budgets gouvernementaux en distinguant quelques grandes fonctions de dépenses (défense, environnement, santé, éducation, etc.). La confrontation avec les données ISSP se fait cependant sur un nombre limité de pays, ce qui rend délicate les analyses globales et nécessite une investigation minutieuse qui excède largement le cadre de cette contribution.

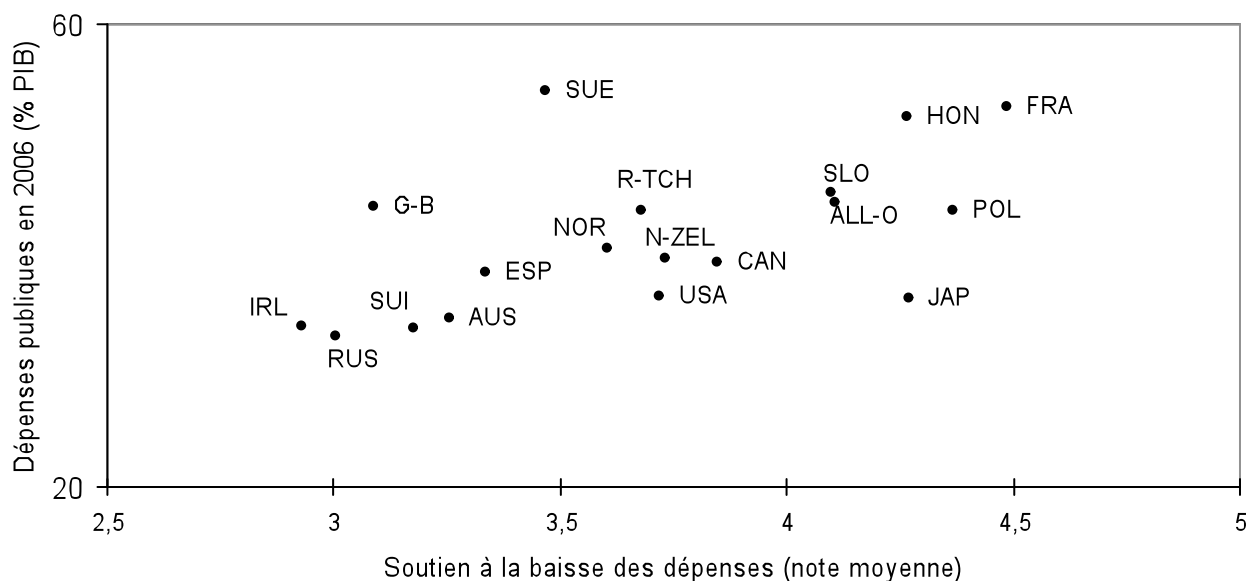
importantes, comme en Irlande ou en Norvège. A l'inverse, certains pays d'Europe de l'Est, notamment la Russie, attendent peu de l'Etat en dépit d'un niveau plus élevé de chômage.

Concernant les dépenses publiques, la corrélation est également assez forte puisqu'elle atteint .55 en 2006 (graphique 12). Cette corrélation est d'autant plus intéressante que, en 1996, il n'y a pas de relation entre la demande de baisse des dépenses et le niveau réel des dépenses publiques. A cette date, ce ne sont donc pas nécessairement les pays les plus dépensiers qui sont les plus favorables à la baisse des dépenses. Une évolution s'est donc manifestement produite. On peut se demander si cette évolution n'est pas un effet induit de la globalisation, voire de la montée des comparaisons internationales dans les débats publics. La question du poids des dépenses publiques est devenue un enjeu important. Les médias et les élites discutent plus souvent des classements internationaux, ce qui a pu conduire à un ajustement des opinions publiques par référence à la situation de leur pays vis-à-vis des autres pays, ce qui n'était pas le cas auparavant.

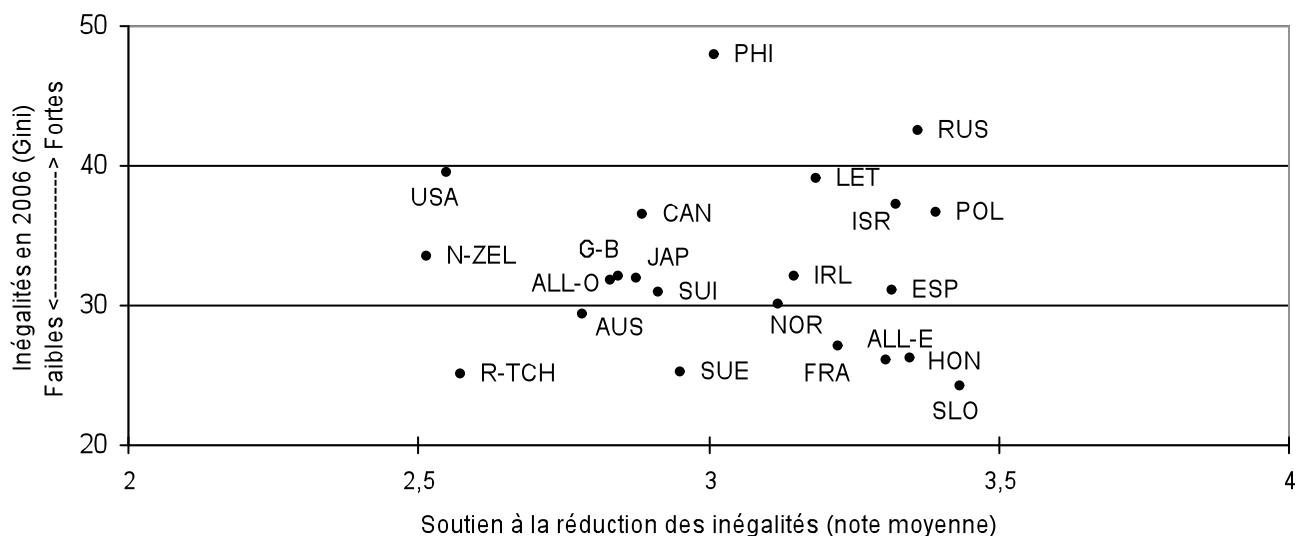
En revanche, cette analyse ne marche pas pour les inégalités de revenus (graphique 13). En 1996 comme en 2006, on n'observe aucune corrélation entre l'ampleur des inégalités (mesurées par le coefficient de Gini) et l'attachement à la réduction des inégalités. Cette absence de corrélation résulte d'un nombre important de cas atypiques, que l'on peut répartir dans deux catégories : dans la première se trouvent les pays où les opinions publiques sont moins préoccupées par les inégalités alors que celles-ci sont importantes (c'est le cas des Etats-Unis et des Philippines) ; dans la seconde se trouvent au contraire les pays où de faibles inégalités de revenus suscitent de fortes préoccupations. Cette catégorie comprend essentiellement des pays d'Europe de l'Est (Slovénie, Hongrie, Allemande de l'Est) ainsi que la France. Si on retire ces six cas atypiques, la corrélation devient significative et s'élève à .56. Il serait donc excessif de conclure que la question de la redistribution des richesses est sans lien avec l'ampleur des inégalités réelles. Néanmoins, on peut considérer que, sur cette question, les perceptions de l'opinion publique dépendent plus faiblement des données objectives que des valeurs. On peut se demander si l'explication ne réside pas dans la moindre polarisation des débats sur la question des inégalités de richesse, comparativement à d'autres questions comme les dépenses publiques ou l'emploi, ce qui génère une plus faible information des citoyens sur le niveau des inégalités dans leur pays.



Graphique 12. Opinions sur la baisse des dépenses publiques et niveau des dépenses (2006)



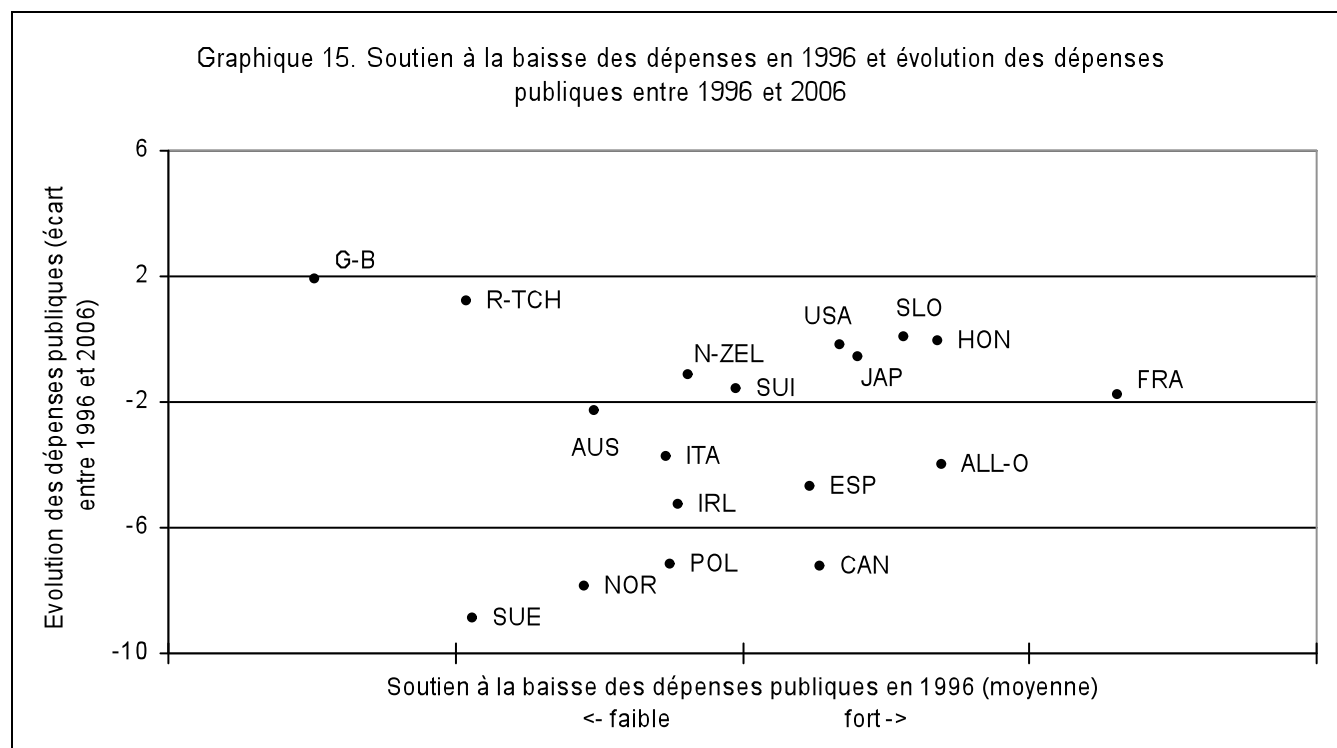
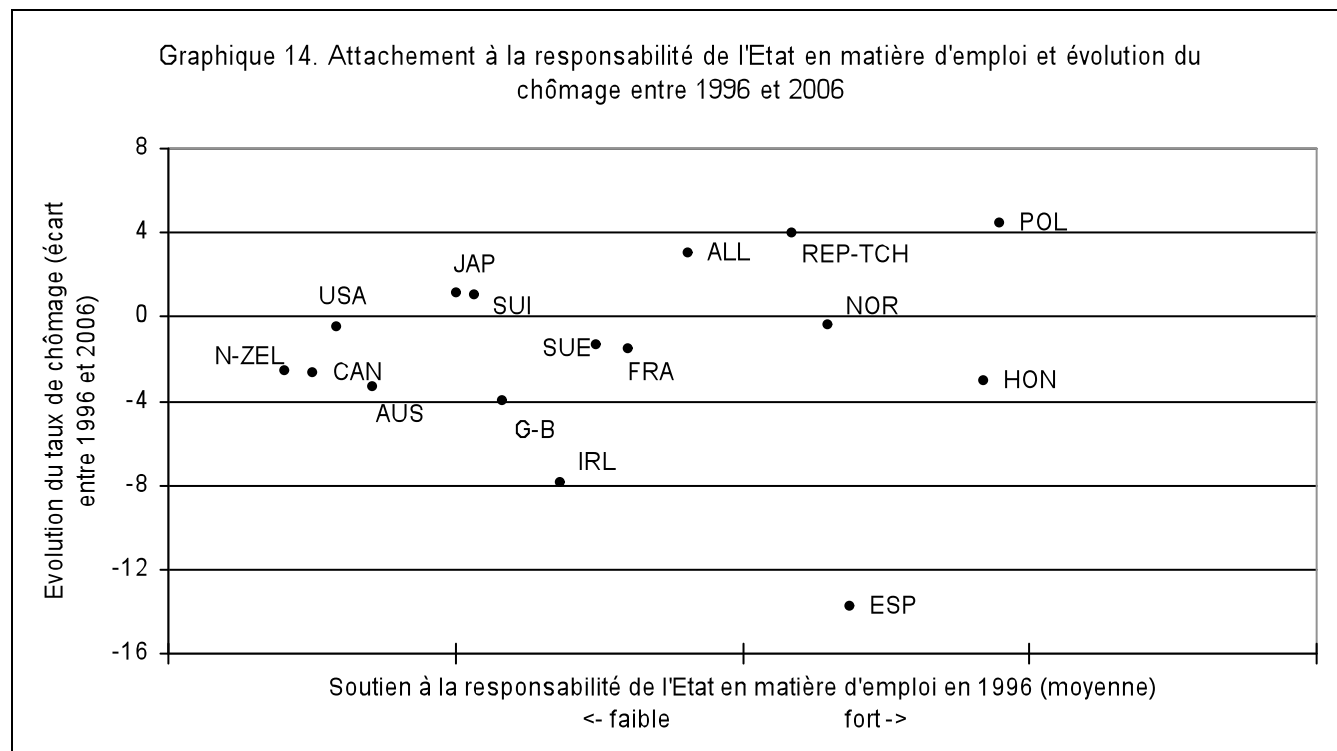
Graphique 13. Opinions sur la redistribution des richesses et les inégalités de revenus (2006)



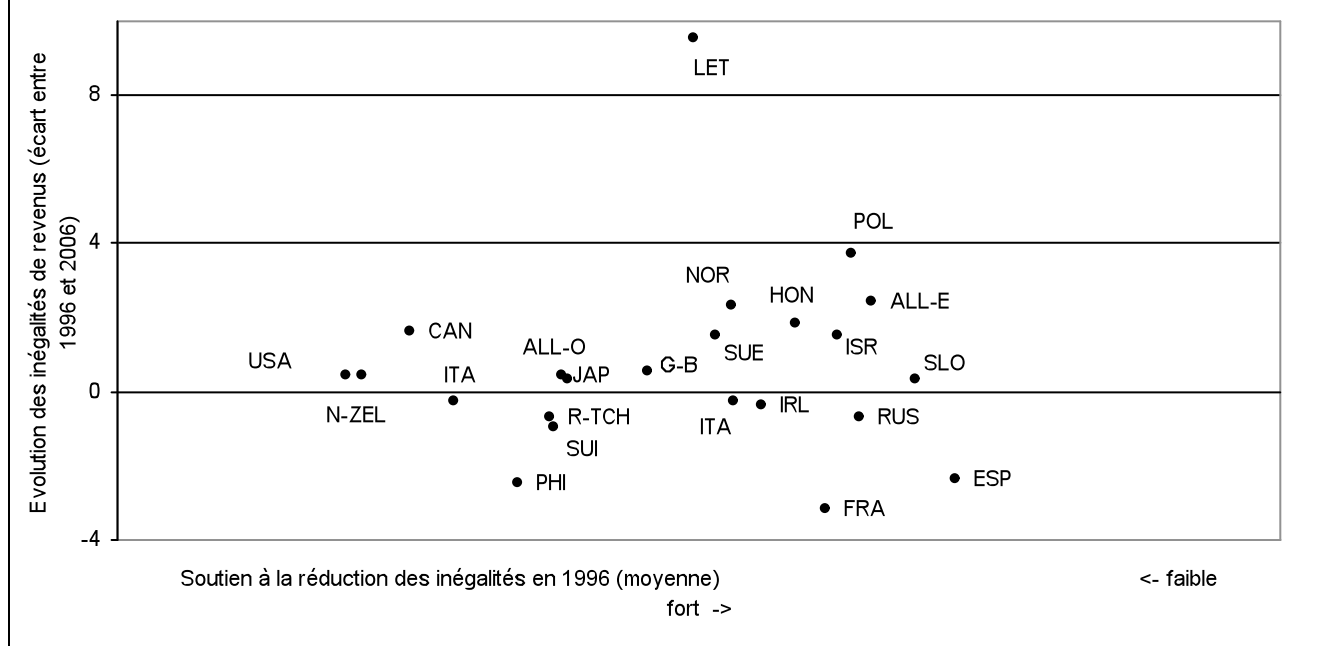
L'influence de l'opinion publique sur l'évolution des politiques publiques. Les données ISSP permettent d'engager une analyse rétrospective sur l'influence de l'opinion publique concernant les grandes orientations des politiques publiques. Le principe de ce test consiste à se examiner si les données macro-sociales (qui sont certes des indicateurs imparfaits des politiques publiques) évoluent dans le sens qui était souhaité par les opinions publiques en 1996. Autrement dit, le chômage, les dépenses publiques et les inégalités de revenus ont-ils le plus baissé là où les attentes étaient les plus fortes ?

Sur les trois domaines testés, la réponse s'oriente assez nettement vers la négative (graphiques 14 à 16). La tendance est la plus nette avec le chômage et les dépenses publiques. Contre toute attente, les corrélations sont ici positives. Pour les dépenses publiques, la corrélation atteint .57 si on retire la Grande-Bretagne et la République Tchèque ; pour le chômage, elle s'élève à .59 sans l'Espagne, la Hongrie et l'Irlande. Autrement dit, la baisse du chômage et des dépenses publiques entre 1996 et 2006 a été la plus

forte dans les pays où la demande exprimée en 1996 était la moins importante. Dans le cas de la redistribution des richesses, la tendance est moins nette, mais elle va dans le même sens : si on laisse de côté les cas particuliers (comme la France, l'Espagne et la Lettonie), c'est plutôt parmi les pays qui soutenaient le plus la redistribution des richesses que les inégalités ont le plus augmenté, notamment dans les anciens pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, ex-RDA). Ces résultats suggèrent donc que l'action des élites dispose d'une certaine autonomie vis-à-vis de l'opinion publique. On peut penser que, dans le contexte néo-libéral de la globalisation, les demandes de l'opinion publique peuvent avoir été sous-estimées ou ignorées, soit parce que les dirigeants étaient acquis aux principes du libéralisme, soit parce que ceux-ci ont privilégié l'intégration de leur pays dans la compétition internationale.



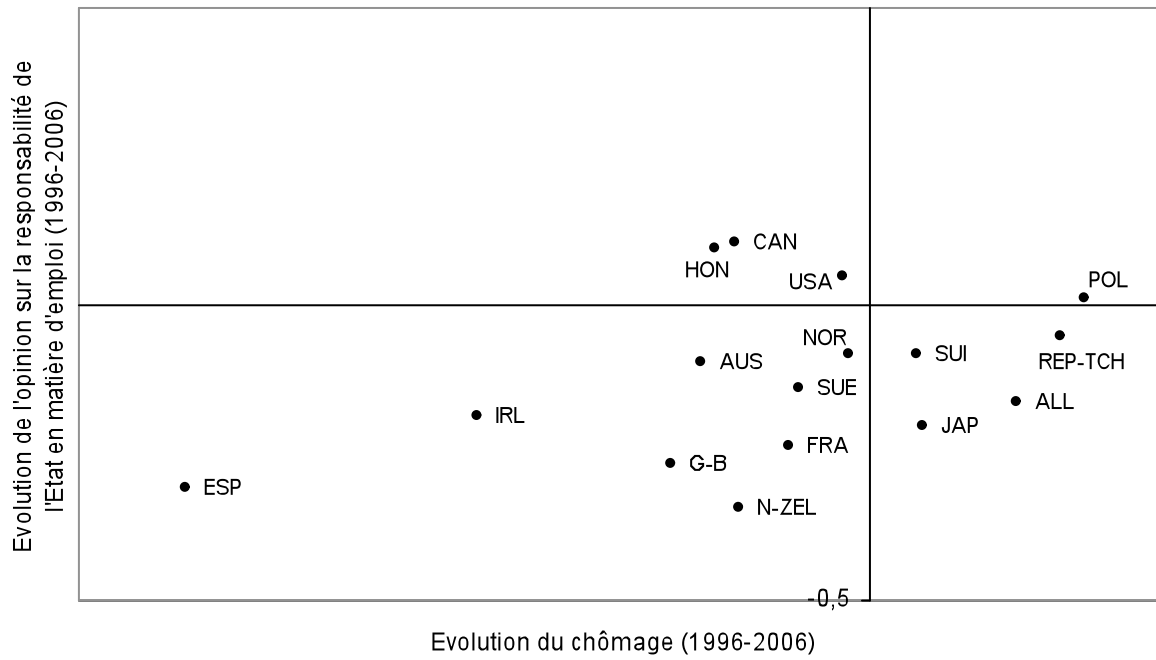
Graphique 16. Evolution des inégalités entre 1996 et 2006 en fonction du soutien à la réduction des inégalités en 1996



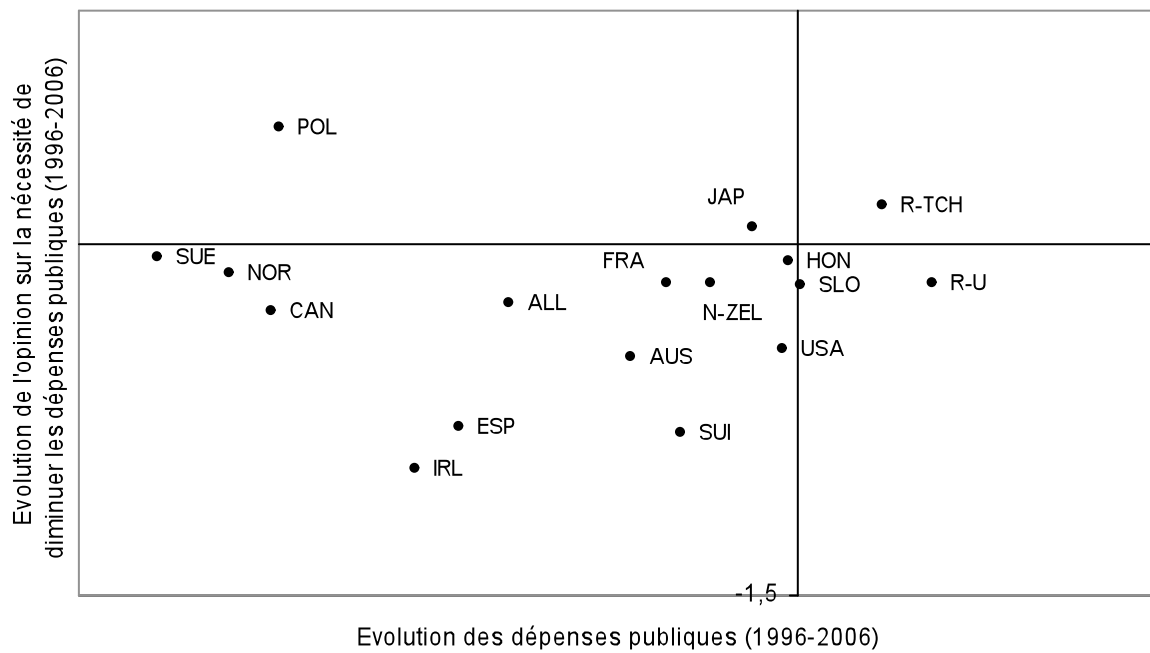
Transformation des attentes de l'opinion publique. La troisième et dernière interrogation porte sur le lien entre l'évolution des données macro-économiques et l'évolution des opinions publiques. Il s'agit de savoir si une transformation de la situation objective provoque un changement dans les demandes des opinions publiques. Comme on a pu constater qu'il existe un lien entre les demandes populaires et les données macro-économiques, on peut avancer l'hypothèse qu'une modification de ces mêmes données entraîne un changement dans les préoccupations des citoyens. La réponse semble positive, au moins dans le cas du chômage et des dépenses publiques (graphiques 17 à 19). Pour le chômage, la corrélation entre l'évolution du chômage et l'évolution des opinions publiques est de .40. Pour les dépenses publiques, si on laisse de côté quatre pays (Pologne, Suède, Norvège, Canada), la corrélation entre la baisse des dépenses et la baisse des demandes est également positive et atteint .70.

Pour les inégalités de richesse, la relation est moins évidente, mais elle n'est pas totalement négligeable. Sans les Philippines, la corrélation entre l'évolution des inégalités et l'évolution de la demande de réduction des inégalités n'est pas mauvaise ($R = .37$). Globalement, il existe donc bien une tendance qui associe augmentation des inégalités et hausse de l'opinion selon laquelle l'Etat doit redistribuer les richesses. On voit cependant que, dans de nombreux pays, le lien n'est pas mécanique. C'est le cas en France, où la réduction des inégalités s'accompagne pourtant d'une stabilité de l'opinion publique. Ce résultat montre que les attentes peuvent davantage découler des valeurs que de la réalité objective. Un décalage a d'ailleurs été constaté entre les inégalités réelles et les inégalités ressenties (Forsé, 2007). Une autre explication est que les statistiques globales sous-estiment certaines évolutions qui bénéficient d'une forte visibilité sociale. En France, par exemple, la baisse globale des inégalités s'est accompagnée, dans les années 1998-2006, d'une augmentation massive des très hauts revenus (Landais, 2007). Bien que cette hausse n'ait concerné qu'un nombre limité de foyers, ce qui n'a pas eu d'impact sur l'évolution moyenne des inégalités, elle a pu fortement peser sur la perception sociale des inégalités.

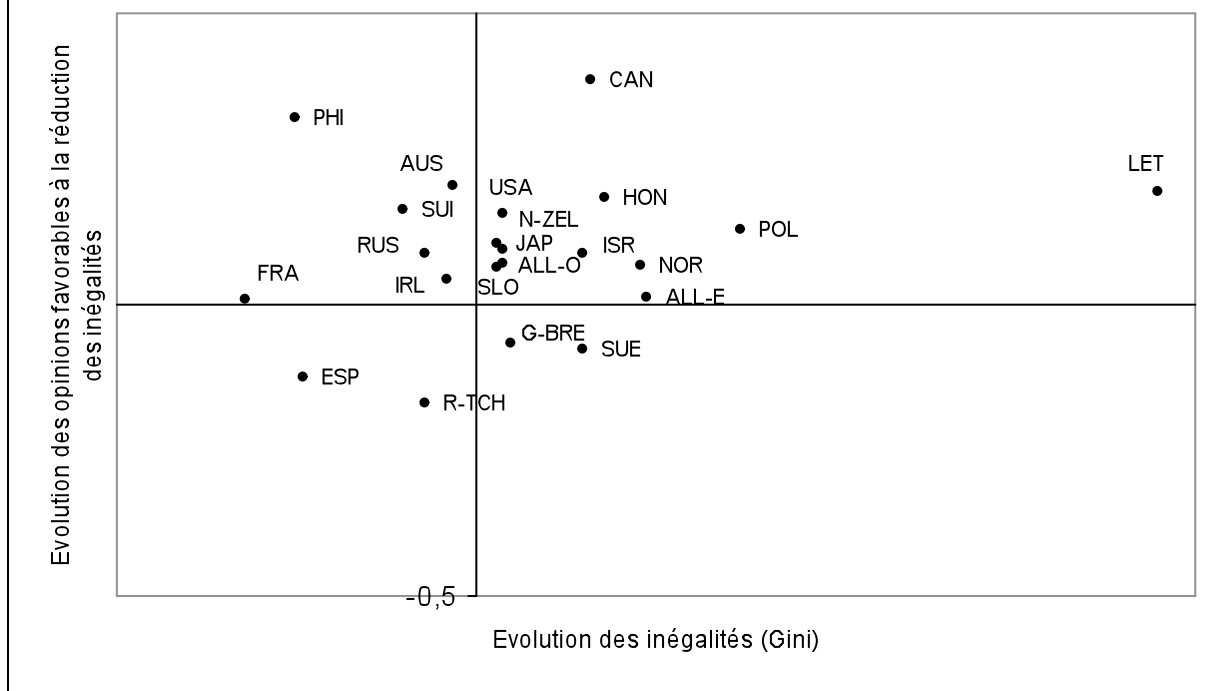
Graphique 17. Evolution du chômage et de l'opinion sur la responsabilité de l'Etat en matière d'emploi (1996-2006)



Graphique 18. Evolution des dépenses publiques et de l'opinion sur la nécessité de baisser les dépenses (1996-2006)



Graphique 19. Evolution des inégalités et des opinions favorables à la réduction des inégalités (1996-2006)



Conclusion.

Les données ISSP « Rôle du gouvernement » connaissent des limites évidentes, notamment parce qu'elles impliquent relativement peu de pays et que le questionnaire n'est pas très fourni, ce qui limite les possibilités d'approfondissement. Pour autant, ces données apportent un éclairage important sur les dynamiques qui ont accompagné la fin du monde bipolaire et la globalisation de l'économie. Elles permettent notamment de dégager trois principaux résultats. Le premier est d'apporter une importante nuance à la thèse d'une transformation rapide et profonde de la façon dont les citoyens perçoivent la politique. En particulier, nous n'avons pas vu l'œuvre un processus d'homogénéisation des valeurs entre les pays, ni un processus d'individualisation des représentations politiques. Il convient dès lors de se demander si les évolutions observées dans le domaine des mœurs, où les logiques d'individualisation et de désinstitutionnalisation sont effectivement très marquées, peuvent être transposées aux valeurs politiques, où les demandes de régulation restent très importantes. Il est possible que, dans le domaine politique, les opinions soient davantage tributaires du contexte institutionnel, ce qui limite les évolutions. En deuxième lieu, les données montrent que les attentes à l'égard de l'Etat sont restées très importantes au cours de la période étudiée, voire qu'elles ont eu tendance à se renforcer, même si les situations varient selon les indicateurs et selon les zones géographiques. En tout état de cause, rien n'indique que la globalisation et l'internationalisation des économies se soient accompagnées d'une montée en force des idées libérales. Il est même possible que l'engagement dans la mondialisation ait provoqué une hausse des inquiétudes et, simultanément, des demandes de protection et de régulation, et ce avant la crise économique de l'automne 2008. Ce résultat est d'autant plus crédible que nous avons pu observer une déconnexion entre les orientations des politiques publiques et les attentes de la part des opinions publiques, signe de l'existence d'une certaine autonomie de décision de la part des élites.

Le troisième résultat est qu'il existe un lien important entre les opinions publiques et les données macro-économiques. Ce lien est d'autant plus fort qu'il se manifeste aussi dans les processus d'ajustement des opinions publiques aux évolutions de la conjoncture économique. Le domaine politique ne se cantonne

donc manifestement pas au seul domaine des représentations et de la culture. Certes, on peut penser que la situation socio-économique exerce rarement un effet direct et mécanique sur l'opinion publique. Mais le rôle des représentations ne doit pas être surestimé, même si les opinions restent tributaires de l'état du débat public et du niveau d'information des citoyens. Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est sur la question de la redistribution des richesses que la distance entre les données macro-économiques et les opinions publiques est apparue la plus élevée car il est clair que les débats de ces dernières années ont davantage porté sur le niveau du chômage et des dépenses publiques que sur celui des inégalités, même si ce point mériterait d'être vérifié plus précisément.

Bibliographie

- Boisselot (Pierre), 2006, « L'évolution des opinions des Français par rapport aux enjeux sociaux et à la protection sociale entre 2000 et 2006 », *Etudes et résultats*, DREES, n°517, Septembre, 8 p.
- Brooks (Clem), Manza (Jeff), 1994, "Do Changing Values Explain the New Politics? A Critical Assessment of the Postmaterialist Thesis", *The Sociological Quarterly*, 35 (4), pp.541-570.
- Brooks (Clem), Manza (Jeff), 2006, « Social Policy Responsiveness in Developed Democracies », *American Sociological Review*, 71 (3), pp.474-494.
- Burstein (Paul), 2003, "The Impact of Public Opinion on Public Policy: A Review and an Agenda", *Political Research Quarterly*, 56 (1), pp.29-40.
- Clarke (Harold D.), Dutt (Nitish), Rapkin (Jonathan), "Conversations in Context: the (Mis)Measurement of Value Change in Advanced Industrialized Societies", *Political Behavior*, 19 (1), pp.19-39.
- Dang (Al-Thu), Zajdela (Hélène), 2003, « Fondements normatifs des politiques d'activation : un éclairage à partir des théories de la justice », Centre d'Etudes de l'Emploi, n°83, Avril, 32 p.
- Della Porta (Donatella), 2003, "Globalisation et mouvements sociaux. Hypothèses à partir d'une recherche sur la manifestation contre le G8 à Gênes », *Pôle Sud*, 19 (1), pp.175-195.
- Forsé (Michel), 1999, « Libéralisme et interventionnisme. Analyse comparée des opinions sur le rôle économique de l'Etat et du gouvernement dans six pays », *Revue de l'OFCE*, 68 (1), pp.219-240.
- Forsé (Michel), 2007, « Perception des inégalités économiques et sentiment de justice sociale », *Revue de l'OFCE*, 3 (102), pp.483-540.
- Fougier (Eddy), 2001, "Perception de la mondialisation en France et aux Etats-Unis", *Politique étrangère*, 66 (3), pp.569-585.
- Hellwig (Timothy), 2007, "Globalization and Perception of Policy Maker Competence: Evidence from France", *Political Research Quarterly*, 60 (1), pp.146-158.
- Inglehart (Ronald), 2000, « Modernization, cultural change, and the persistence of traditional values », *American Sociological Review*, 65 (1), p.19-51.
- Jacquet (Pierre), 2002, "La contestation de la mondialisation", *L'économie politique*, 1 (13), pp.38-51.
- Landais (Camille), 2007, *Les hauts revenus en France (1998-2006): une explosion des inégalités ?*, Ecole d'économie de Paris, 44 p.
- Lee Mudge (Stephanie), 2008, « What is Neo-liberalism ? », *Socio-Economic Review*, 6, pp.703-731.
- Li (Quan), Reuveny (Rafael), 2003, "Economic Globalization and Democracy: An Empirical Analysis", *British Journal of Political Science*, 33 (1), pp.29-54.
- Mathieu (Lilian), 2005, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, 27, avril-juin, pp.147-161.
- Merrien (François-Xavier), 2002, « Etats-Providence en devenir. Une relecture critique des recherches récentes », *Revue française de sociologie*, 43 (2), pp.211-242.
- Rudra (Nita), 2005, "Globalization and the Strengthening of Democracy in the Developing World", *American Journal of Political Science*, 49 (4), pp.704-730.
- Schweisguth (Etienne), 2007, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), pp.393-410.
- Suleiman (Ezra), 2003, *Le démantèlement de l'Etat démocratique*, Seuil, 397 p.